

Construire des routes

Antoinette Sayeh

Directrice du Département Afrique du FMI et ancienne Ministre des finances du Libéria

Quand on voyage dans un pays africain, on voit d'emblée que la route est au cœur de l'action — on y trouve la population, le commerce et la vitalité. Dans les pays les plus pauvres sortant d'un conflit, bien des routes sont impraticables, entravant la reprise économique et la construction nationale.

Les pays en développement ont des choix limités par le manque de ressources pour les dépenses d'équipement. Il faut donc axer les investissements sur les secteurs où leur effet sera démultiplié, afin de réduire les obstacles au développement.

Les routes favorisent les échanges nationaux et internationaux. Elles permettent aux récoltes d'arriver au marché, aux enfants d'aller à l'école, aux malades d'aller à l'hôpital. Elles peuvent unifier un pays divisé par un conflit.

Une bonne route reliant un port à l'arrière-pays et à d'autres pays stimule le commerce et accroît les recettes; les populations de l'intérieur peuvent ainsi vendre leurs récoltes plus cher et acheter d'autres biens moins cher.

De plus, il est facile de faire accepter les routes — chacun aimerait voir une route dans sa ville. Lors des consultations sur leur nouvelle Stratégie de réduction de la pauvreté, l'écrasante majorité des Libériens ont cité les routes comme la première priorité pour les trois prochaines années.

Enfin, les routes mettent en évidence le double défi de la communauté internationale dans les pays les plus pauvres : apporter un financement suffisant non créateur d'endettement et développer rapidement des capacités viables.

Nous connaissons tous les erreurs du passé; les investissements routiers doivent être choisis de façon stratégique afin de construire les routes les plus utiles et de protéger les investissements par des programmes d'entretien viables.

Des routes bien pensées peuvent accélérer le développement et accroître la prospérité. Au Libéria, elles pourraient transformer la vie en rehaussant les perspectives d'une paix durable.

Promouvoir la gouvernance

Domenico Lombardi

Président de l'Oxford Institute for Economic Policy et Senior Fellow non résident à la Brookings Institution

Le plus lourd tribut levé sur les populations des pays pauvres est la malgouvernance. Il est régressif (ce sont les plus démunis qui paient le taux maximum) et il est perçu rigoureusement, sans exception ni appel.

Malgré cela, bien des pays pauvres ont pu réaliser des gains économiques et sociaux remarquables. Mais, face à une pauvreté généralisée, ils n'avanceront guère s'ils ne remédient pas à leurs faiblesses institutionnelles sous-jacentes.

La gouvernance consiste à créer des relations de responsabilité entre les citoyens, les institutions publiques et les fournisseurs

privés. Elle affecte donc l'efficience et l'efficacité de la formulation des politiques et de l'allocation des ressources.

L'expérience montre que, si la construction de ponts ou de routes est une tâche coûteuse mais relativement simple, l'établissement de relations de responsabilité entre les citoyens et les institutions publiques et privées s'avère souvent difficile.

Les bailleurs de fonds peuvent faire plus à cet égard en privilégiant le volet responsabilisation des politiques et programmes qu'ils financent.

En encourageant par exemple une participation accrue des collectivités à l'exécution et au suivi des programmes, ils peuvent faire en sorte que la responsabilisation en matière de résultats et de gestion des ressources passe progressivement des donateurs aux bénéficiaires.

Le FMI a aussi un rôle important à jouer en favorisant une transparence accrue, des consultations plus vastes et une responsabilisation plus énergique dans les politiques économiques qu'il conseille, et en renforçant la gouvernance des institutions économiques dans les pays pauvres.

Assurer la prise en charge par les pays

Kumi Naidoo

Président honoraire, CIVICUS, Alliance mondiale pour la participation des citoyens

Les politiques économiques doivent être plus audacieuses et plus expansionnistes, surtout pour stimuler les PME agricoles et commerciales. Les politiques budgétaires doivent être axées sur une hausse substantielle de l'investissement public, pour améliorer nettement la santé et l'éducation, surtout chez les filles, pour que les familles soient moins nombreuses et en meilleure santé et que les femmes participent davantage à la vie économique, civique et politique.

Les politiques financières doivent viser l'essor du crédit — parallèlement au renforcement des capacités — pour des investissements privés productifs. Il faudrait recentrer les politiques monétaires non seulement sur l'inflation, mais aussi sur des variables économiques écologiquement et socialement viables telles que la hausse des revenus et des emplois (travail décent) et une réduction sensible de la pauvreté.

Pour ne pas augmenter substantiellement leur aide, les donateurs prétendent souvent que les pays n'ont pas la «capacité d'absorption» nécessaire pour dépenser de nouveaux apports financiers importants. Dans la plupart des cas, ce n'est certainement pas vrai : les capacités sont suffisantes, et quand elles ne le sont pas, c'est parce que leur renforcement nécessite un investissement considérable dans l'éducation et la formation à tous les niveaux. Dans bien des pays, les donateurs compliquent le problème en surchargeant les capacités nationales sans permettre une coordination des bailleurs de fonds à l'échelle nationale. Le niveau de vie des pays pauvres ne saurait augmenter sans une «appropriation nationale» du programme de développement. Une conception du développement et de l'aide axée sur la population permet non seulement de consolider l'économie, mais aussi d'habiliter les citoyens et d'instaurer une démocratie inclusive.

Investir dans l'éducation

Andrew Kumbatira

Directeur exécutif, Malawi Economic Justice Network

Dans les pays pauvres, une bonne éducation peut doper la croissance et le niveau de vie. Au Malawi, le revenu des familles dont le chef a terminé ses études primaires dépasse de 12 % celui des familles dont le chef n'a pas atteint ce niveau de base.

Deux des huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) portent sur l'éducation — éducation primaire pour tous et égalité des sexes dans l'enseignement primaire et secondaire. En outre, selon la Banque mondiale, l'éducation, surtout celle des filles, a un impact direct et avéré sur la santé des enfants, la santé reproductive et la viabilité de l'environnement.

La qualité de l'éducation des femmes a aussi un effet positif sur la santé de la famille et sur la pauvreté. Selon les études, les pays où le taux d'alphabétisation des femmes est élevé ont la moitié du taux de pauvreté des autres pays. De plus, les parents ayant au moins une éducation secondaire sont presque deux fois plus susceptibles de traiter les symptômes de paludisme chez leurs enfants, et ceux-ci risquent deux fois moins de voir leur croissance ralentie. Le taux de mortalité maternelle et infantile est plus élevé quand les femmes ont un faible niveau d'éducation.

L'investissement dans les ressources humaines en général et dans une éducation de base en particulier reste le facteur crucial pour améliorer le niveau de vie dans les pays pauvres au cours de la prochaine décennie. Comme l'a dit quelqu'un, «Un pays est d'autant plus pauvre que son système éducatif est médiocre!»

Honorer les engagements relatifs aux OMD

Eveline Herfkens

Fondatrice de la Campagne de l'ONU pour le Millénaire

L'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement équivaudrait à multiplier par deux le niveau de vie dans le monde en développement, à condition que la répartition soit équitable.

Depuis le Sommet du Millénaire de l'ONU en 2000, pays riches et pauvres ont pris des engagements généraux et spécifiques lors de multiples conférences internationales (à l'ONU, à Doha sur le commerce, à Monterrey sur le financement du développement, à Paris sur l'efficacité de l'aide ainsi qu'aux sommets du Groupe des Huit (G8), de l'Union européenne (UE) et de l'Union africaine.

Les pays pauvres ont promis d'assumer la responsabilité principale de leur développement, de favoriser la participation de tous les citoyens, de combattre la corruption, de fournir des services de base à tous, de mobiliser davantage les ressources nationales et de gérer les finances publiques de façon plus rationnelle et responsable.

Les pays riches se sont engagés à accroître l'aide publique au développement, le G8 à offrir 50 milliards de dollars de plus chaque année et l'UE à atteindre la cible de 0,7 du revenu national brut d'ici 2015. Les pays donateurs se sont aussi engagés à améliorer l'efficacité de l'aide. Le programme de développement de Doha regorge d'engagements des pays riches à réformer leurs politiques commerciales qui empêchent les pays pauvres de sortir de la pauvreté par le biais du commerce.

Le monde n'a pas besoin d'autres conférences internationales où les gouvernements feraient d'autres discours et promesses. Il s'agit maintenant d'honorer les engagements qu'ils ont déjà pris à maintes reprises.

Combattre la corruption

Roy Cullen

Député à la Chambre des Communes du Canada et auteur du livre intitulé The Poverty of Corrupt Nations

Les facteurs qui influent sur la pauvreté sont variés et complexes : situation géographique, conflits, climat, «malédiction des ressources» et malgouvernance. La bonne gouvernance et la lutte contre la corruption peuvent améliorer nettement le niveau de vie dans les pays pauvres dans la prochaine décennie. De même, la multiplication des instruments permettant de financer les entreprises a un potentiel énorme, comme l'affirment des penseurs comme Hernando de Soto, qui propose de libérer le «capital bloqué» et des pionniers comme Muhammad Yunus et la Grameen Bank, fournisseurs de microcrédits plus axés sur les clients.

Mais les investissements publics et privés dans les pays en développement seront freinés par l'ampleur et la portée de la corruption «de haut niveau». J'entends par là le vol perpétré par certains responsables élus et non élus dans les pays en développement, et non les petits pots-de vin qui ont cours aux niveaux subalternes de ces bureaucraties pour «faciliter» divers processus administratifs.

L'Union africaine estime que l'Afrique perd environ 148 milliards de dollars chaque année à cause de la corruption. Selon Transparency International, les dix dirigeants contemporains les plus corrompus ont détourné entre 32 et 58 milliards de dollars de deniers publics. Avec de telles sommes, combien d'hôpitaux, d'écoles et de routes aurait-on pu construire?

Stimuler la productivité

Enrique V. Iglesias

Secrétaire général, Iberoamericano, et ancien Président de la Banque interaméricaine de développement

En définitive, le revenu par habitant d'un pays est la conjugaison de deux facteurs : le nombre de travailleurs et la productivité de chacun d'eux. Dans la majorité des pays pauvres, la proportion de travailleurs est élevée, mais peu ont un emploi formel. En outre, l'augmentation de la productivité des travailleurs du secteur formel est quasi nulle.

Dans les pays pauvres d'Amérique latine, la productivité est de 30 % inférieure à celle des États-Unis. L'écart de productivité entre pays pauvres et riches augmente au lieu de diminuer. Pour relever la proportion d'emplois formels et spécialisés, il faut accroître les investissements publics et privés et le nombre de travailleurs qualifiés.

L'Amérique latine doit faire des efforts pour accroître l'investissement en pourcentage du PIB. Si l'investissement est inférieur à 20 %, il est quasi impossible d'augmenter la productivité des travailleurs. L'investissement privé est nécessaire, mais il doit être complété, surtout par l'investissement public dans l'infrastructure et l'éducation.

L'Amérique latine a fait un effort considérable pour accroître le capital humain en étendant l'enseignement primaire à toute la population. Mais l'enseignement secondaire a un impact majeur sur la productivité, et beaucoup reste à faire pour le porter à des niveaux acceptables. L'investissement dans l'enseignement secondaire prépare le terrain à la hausse de la productivité. C'est aussi le seul moyen d'accroître le revenu par habitant des pays où une grande partie de la population travaille, mais où la productivité et les salaires sont misérables. ■